

CIRCULAIRE COMMUNE 2007 - 18 -DRE

Paris, le 07/11/2007

Objet : Congé de mobilité

Madame, Monsieur le directeur,

Dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), les entreprises de plus de 1 000 salariés qui sont en situation difficile peuvent proposer à leurs salariés un congé de mobilité dans les conditions fixées à l'article L.320-2-1 du Code du travail (article 48 de la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié).

DISPOSITIF

Certaines mesures comme le congé de reclassement et la convention de reclassement personnalisé (qui s'appliquent respectivement dans les entreprises de 1 000 salariés et plus et dans celles de moins de 1 000 salariés) permettent déjà aux salariés dont le licenciement pour motif économique est envisagé de bénéficier de formations et de mesures d'accompagnement dans la recherche d'emploi.

Le congé de mobilité vient compléter ces mesures. Il a pour finalité de permettre aux entreprises de mieux anticiper les mutations économiques et de sécuriser les transitions professionnelles des salariés qui s'inscrivent volontairement dans une démarche de mobilité. Ces transitions sont facilitées par l'alternance de périodes d'accompagnement, de formation ou de travail, dans l'entreprise ou à l'extérieur de l'entreprise d'origine.

Le congé de mobilité est pris pendant le préavis que le salarié est dispensé d'exécuter et peut se poursuivre au-delà.

Pendant la durée du préavis, le salarié perçoit sa rémunération habituelle, qui est en réalité l'indemnité compensatrice de préavis. Celle-ci est soumise à l'ensemble des cotisations sociales.

Durant la période qui excède la durée du préavis, l'intéressé, qui conserve le statut de salarié, perçoit une rémunération dont le montant est au moins égal à celui de l'allocation versée dans le cadre du congé de conversion (65 % de la rémunération antérieure sans pouvoir être inférieur à 85 % du SMIC).

Le nouvel article L.320-2-1 du Code du travail précise que cette rémunération est soumise dans la limite des neuf premiers mois du congé au même régime social que celui de l'allocation versée au bénéficiaire du congé de reclassement, à laquelle elle est assimilée.

A ce titre, la rémunération est exonérée de cotisations de Sécurité sociale (mais soumise à la CSG et à la CRDS) dans la limite des neuf premiers mois du congé de mobilité.

La rupture du contrat de travail intervient au terme du congé de mobilité.

POSITION DES REGIMES AGIRC et ARRCO

Lorsque la durée du congé de mobilité n'excède pas la durée du préavis, les rémunérations versées entrent normalement dans l'assiette des cotisations sociales et de retraite complémentaire.

En revanche, durant la période qui excède la durée du préavis, la rémunération perçue par l'intéressé est, dans la limite des neuf premiers mois du congé de mobilité, exonérée de cotisations de Sécurité sociale et de retraite complémentaire.

Les chapitres XV des délibérations D 25 et 22 B ouvrent, pendant cette dernière période de suspension de préavis, la possibilité aux salariés en congé de mobilité d'obtenir, pendant les premiers neuf mois de ce congé, des points de retraite, moyennant le versement de cotisations calculées comme s'ils avaient poursuivi leur activité dans des conditions normales.

La décision de lever cette option doit résulter d'un accord au sein de l'entreprise et viser tous les salariés concernés.

Vous trouverez ci-joint le texte des modifications apportées par les Commissions paritaires aux chapitres XV des délibérations D 25 et 22 B, qui visent désormais les bénéficiaires d'un congé de reclassement ou d'un congé de mobilité.

Il convient de noter qu'en cas de congé de mobilité durant plus de 9 mois, les rémunérations servies à partir du 10^{ème} mois sont soumises à cotisations de retraite complémentaire dans les conditions normales.

Veillez agréer, Madame, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur général

MODIFICATION DE DÉLIBÉRATIONS PRISES POUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DU 14 MARS 1947

DÉLIBÉRATION D 21

- L'intitulé est désormais le suivant :

"DIRIGEANTS D'ENTREPRISES DÉFAILLANTES : EXCEPTION À LA
CLAUSE DE SAUVEGARDE LIÉE AU PRÉCOMPTE"

- Le 1er alinéa est modifié comme suit :

"La Commission paritaire décide que les dirigeants d'entreprises défaillantes, dont les services exercés dans des entreprises qu'ils dirigent ne peuvent être validés sur seule justification du précompte, sont les personnes remplissant l'une des fonctions énumérées ci-après :"

Le reste de la délibération est sans changement.

DÉLIBÉRATION D 25

Chapitre IX

Le chapitre IX, relatif aux salariés concernés par l'article L.241-3-1 du Code de la Sécurité sociale, est modifié comme suit :

- Le 1er alinéa est inchangé.
- Il est inséré entre le 1er alinéa et le 2^{ème} alinéa le paragraphe suivant :

"Les cotisations AGFF sont dues sur l'assiette des cotisations de retraite complémentaire en application de la décision prise par la Commission paritaire à effet du 1^{er} janvier 2006".

- Les 2^{ème} et 3^{ème} alinéas, qui deviennent les 3^{ème} et 4^{ème} alinéas, sont inchangés.

Chapitre XV

Le chapitre XV est modifié comme suit.

- L'intitulé est désormais le suivant :
"Bénéficiaires d'un congé de reclassement ou d'un congé de mobilité"

➤ Les deux premiers alinéas sont désormais libellés comme suit :

"Les bénéficiaires d'un congé de reclassement, visé à l'article L.321-4-3 du Code du travail, ou d'un congé de mobilité, visé à l'article L.320-2-1 dudit Code, qui, lorsqu'ils accèdent à ce congé, participent au régime de retraite des cadres, peuvent obtenir des points dans le cadre de la présente délibération moyennant le versement de cotisations. Cela vaut pour la durée du congé qui excède celle du préavis et dans la limite des 9 premiers mois de ce congé.

La décision d'utiliser la faculté offerte à l'alinéa précédent doit être prise par accord au sein de l'entreprise. Elle s'impose alors à tous les salariés concernés par l'un des congés susvisés".

Le reste est sans changement.

DÉLIBÉRATION D 44

Dans le 5^{ème} alinéa du paragraphe II, la référence à "l'alinéa 9 de l'article 5 de la Convention" est remplacée par "l'alinéa 10 de l'article 5 de la Convention".

Fait à Paris, le 19 octobre 2007

Pour le Mouvement des Entreprises
de France

Pour la Confédération générale des
petites et moyennes entreprises

Pour la Confédération française
de l'encadrement - CGC

Pour l'Union confédérale des ingénieurs
et cadres - CFDT

Pour l'Union générale des ingénieurs,
cadres et assimilés - CFTC

Pour l'Union des cadres et ingénieurs de
la CGT - Force ouvrière

Pour l'Union générale des ingénieurs,
cadres et techniciens - CGT

MODIFICATION DE DÉLIBÉRATIONS PRISES POUR L'APPLICATION DE L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1961

DÉLIBÉRATION 20 B

- L'intitulé est désormais le suivant :

"DIRIGEANTS D'ENTREPRISES DÉFAILLANTES : EXCEPTION À LA
CLAUSE DE SAUVEGARDE LIÉE AU PRÉCOMPTE"

- Le 1er alinéa est modifié comme suit :

" Pour l'application du § 3 de l'article 21 de l'annexe A à l'Accord, la Commission paritaire précise que les dirigeants d'entreprises défailtantes, dont les services exercés dans les entreprises qu'ils dirigent ne peuvent être validés sur seule justification du précompte, sont les personnes remplissant l'une des fonctions énumérées ci-après :"

Le reste de la délibération est sans changement.

DÉLIBÉRATION 21 B

Le titre 1, relatif à l'ouverture et au montant des droits, est modifié comme suit :

- Les 4 premiers alinéas sont inchangés.

- Le 5^{ème} paragraphe est désormais libellé comme suit :

"Les ayants droit (veuve ou veuf) perçoivent une allocation de réversion quel que soit leur âge :

- s'ils sont invalides (au sens défini par la Commission paritaire),
- ou s'ils avaient au moins deux enfants à charge (au sens défini par ladite Commission) à la date du décès de leur conjoint".

Le reste de la délibération est sans changement.

DÉLIBÉRATION 22 B

Le **chapitre VIII**, relatif aux salariés concernés par l'article L.241-3-1 du Code de la Sécurité sociale, est modifié comme suit.

- Le 1er alinéa est inchangé.

- Il est inséré entre le 1er alinéa et le 2^{ème} alinéa le paragraphe suivant :

"Les cotisations AGFF sont dues sur l'assiette des cotisations de retraite complémentaire en application de la décision prise par la Commission paritaire à effet du 1er janvier 2006".

- Les 2^{ème} et 3^{ème} alinéas, qui deviennent les 3^{ème} et 4^{ème} alinéas, sont inchangés.

Le **chapitre XV** est modifié comme suit.

- L'intitulé est désormais le suivant :

"Bénéficiaires d'un congé de reclassement ou d'un congé de mobilité"

- Les deux premiers alinéas sont désormais libellés comme suit :

"Les bénéficiaires d'un congé de reclassement, visé à l'article L.321-4-3 du Code du travail, ou d'un congé de mobilité, visé à l'article L.320-2-1 dudit Code, qui, lorsqu'ils accèdent à ce congé, participent au régime institué par l'Accord du 8 décembre 1961, peuvent obtenir des points dans le cadre de la présente délibération moyennant le versement de cotisations. Cela vaut pour la durée du congé qui excède celle du préavis et dans la limite des 9 premiers mois de ce congé.

La décision d'utiliser la faculté offerte à l'alinéa précédent doit être prise par accord au sein de l'entreprise. Elle s'impose alors à tous les salariés concernés par l'un des congés susvisés".

Le reste est sans changement.

Fait à Paris, le 19 octobre 2007

Pour le MEDEF

Pour la CFDT

Pour la CGPME

Pour la CFE-CGC

Pour l'UPA

Pour la CFTC

Pour la CGTFO

Pour la CGT